son handicap, constitue un obstacle indu à ses possibilités de déplacement. Le demandeur, qui est paraplégique, s'est vu refuser l'accès à l'aéronef, un Jetstream 31, parce qu'il était incapable d'y monter par lui-même.

En septembre 1990, l'Office a ordonné au transporteur de rendre son réseau de transport accessible aux personnes handicapées. En réponse à cette ordonnance, à compter du 26 novembre 1990, Partenaire canadien a convenu d'annuler sa politique visant à refuser l'accès à certaines personnes handicapées afin de rendre son réseau de transport accessible à tous.

* * *

[Traduction]

LA FAMINE

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Madame la Présidente, les événements du golfe Persique détournent l'attention mondiale des grandes famines qui menacent l'Afrique.

Les Nations Unies ont confirmé cette semaine ce que les ONG de secours et de développement disent depuis quelque temps, à savoir que plus de 10 millions de personnes sont en danger imminent de famine en Afrique. Au moins cinq millions de personnes risquent de mourir de faim rien qu'au Soudan. Les organisations pour l'alimentation et l'agriculture disent qu'un effort de secours immédiat s'impose pour éviter des pénuries alimentaires à grande échelle et de grandes souffrances humaines dans les mois à venir.

La FAO réclame 1,3 million de tonnes d'aliments pour éviter le désastre au Soudan. En Afrique de l'Ouest, un nombre incalculable de gens continuent de mourir de faim et faute de soins médicaux à la suite de la sanglante guerre civile qui a déchiré le Liberia. Là encore, les Nations Unies et d'autres organismes ont déclaré cette semaine qu'une aide immédiate en aliments et en médicaments s'impose si l'on veut éviter un désastre. Ce ne sont que deux des régions de l'Afrique dans la détresse.

Je presse le gouvernement de prendre immédiatement des mesures pour fournir une aide d'urgence additionnelle à ces régions de l'Afrique où des vies sont gravement en danger.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia): Madame la Présidente, Focus on Inputs est une association de quelque 10 000 agriculteurs des Prairies qui cherchent à réduire les frais d'exploitation agricoles.

Article 31 du Règlement

Ces agriculteurs ont décidé de payer de leur poche plus de un million de dollars pour ouvrir une usine pilote tendant à déterminer s'il serait économique de fabriquer dans les Prairies une herbicide générique, le glyphosate.

Le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest a annoncé hier une contribution remboursable de 750 000 \$ visant à aider ces gens à réaliser leur projet pilote qui cadre bien avec ces objectifs, en encourageant une nouvelle production et le remplacement de certaines importations.

Si ce projet est réalisable dans l'Ouest et conduit à la fabrication de glyphosate à l'échelle commerciale, l'agriculture des Prairies et les agriculteurs en retireront d'importants avantages, soit une réduction des frais d'exploitation, l'accroissement des méthodes chimiques de jachère et de conservation des sols et de meilleurs moyens de lutte contre les mauvaises herbes.

Nous félicitons Focus on Inputs et le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest de collaborer à ce très important projet en faveur de l'agriculture de l'Ouest.

* * *

LA JUSTICE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Sud—Centre): Madame la Présidente, je voudrais vous parler d'un simulateur de justice. Je me reporte plus particulièrement aux difficultés de David Milgaard qui a passé les 21 dernières années de sa vie en prison pour un crime qu'il n'a pas commis. Pourtant, depuis deux ans, le ministère de la Justice est saisi d'une demande de réouverture de l'affaire.

Les faits ne laissent aucun doute. L'un des principaux témoins reconnaît maintenant qu'il a menti au procès. M. Ferris, un éminent médecin légiste a déclaré qu'il n'y avait aucun doute que les preuves présentées au procès étaient loin de prouver la culpabilité de David Milgaard et qu'on pouvait même raisonnablement considérer qu'elles l'innocentaient. Les enquêteurs connaissent maintenant l'identité de la personne qui a probablement commis le crime en question.

Cependant, plutôt que d'examiner les rapports concluants pertinents, plutôt que de songer à l'angoisse dans laquelle vit la famille Milgaard, la ministre de la Justice refuse d'agir.

Je suis persuadé que la Chambre se joindra à moi pour demander à la ministre de rouvrir l'affaire. Trop d'années ont été gaspillées et une vie humaine a été irrémédiablement gâchée. Il faut agir maintenant.